

## L'importance de l'éducation financière

**Pourquoi l'éducation financière est-elle importante ?**

**Comment améliorer l'éducation financière ?**

**Évaluer le niveau de culture financière**

**L'éducation financière est-elle efficace ?**

**Que faire de plus ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

### Introduction

L'éducation financière prend une importance croissante, et cela ne concerne pas uniquement les investisseurs. Elle est tout aussi essentielle pour un ménage moyen cherchant à équilibrer son budget, acheter une maison et mettre de l'argent de côté pour l'éducation des enfants et la retraite des parents.

Il va sans dire que les particuliers ont toujours été responsables de leurs propres finances au quotidien – dépenses de vacances, économies pour l'achat de meubles, budget pour les études des enfants ou pour les installer dans la vie – mais des évolutions récentes ont accru l'importance de l'éducation et de la sensibilisation financières pour assurer le bien-être financier.

En premier lieu, les marchés financiers étant de plus en plus complexes, les consommateurs n'ont pas uniquement le choix entre les taux d'intérêt de deux prêts bancaires ou plans d'épargne différents, mais parmi toute une gamme d'instruments d'emprunt et d'épargne perfectionnés et dotés de multiples options. Parallèlement, on assiste à un déplacement croissant des responsabilités et risques associés aux décisions financières qui auront une influence déterminante sur l'avenir des individus, et notamment les pensions, des pouvoirs publics et des employeurs vers les salariés. Avec l'allongement de l'espérance de vie et la perspective de jouir d'une retraite plus longue, la question des pensions devient particulièrement aigüe.

Les particuliers ne pourront pas choisir l'épargne ou les investissements qui leur conviennent et éviter les risques de fraude s'ils n'ont pas une solide connaissance des questions financières. S'ils l'acquièrent en revanche, ils seront plus à même d'épargner et d'inciter les prestataires de services financiers à élaborer des produits qui correspondent réellement à leurs besoins, ce qui devrait avoir des effets bénéfiques sur les niveaux d'investissement comme sur la croissance économique.

Cette synthèse porte sur l'importance de l'éducation financière et sur l'aide qu'apporte l'OCDE aux pouvoirs publics pour atteindre cet objectif. L'une des principales difficultés consiste à convaincre les particuliers qu'ils n'en savent pas autant qu'ils se l'imaginent dans le domaine financier. ■

## Pourquoi l'éducation financière est-elle importante ?

Les particuliers sont de plus en plus amenés à assumer l'entière responsabilité de décisions complexes en matière d'épargne ainsi que des risques qui en découlent, opérations qui étaient auparavant pour le moins partagées avec l'État ou les employeurs, comme investir pour leur retraite ou pour les études supérieures de leurs enfants.

Mais comment les travailleurs ou les parents sont-ils censés peser les risques et faire des choix responsables dans un marché financier chaque jour plus perfectionné ? La question se pose même dans les pays où les consommateurs connaissent généralement bien les instruments financiers tels que les cartes de crédit, les prêts hypothécaires, voire l'épargne privée pour compléter les plans de retraite d'entreprise. La situation est d'autant plus difficile dans les économies émergentes, dont le développement rapide a permis à un grand nombre de consommateurs ayant pour la plupart une expérience limitée des systèmes financiers officiels d'accéder à des services financiers.

Pour les économies émergentes, des consommateurs dotés d'une bonne éducation financière peuvent aider à faire en sorte que le secteur financier apporte une réelle contribution à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté. Mais la culture financière est également vitale pour les pays plus développés, afin de s'assurer que les consommateurs épargnent suffisamment pour disposer de revenus adéquats au moment de leur retraite, tout en évitant des niveaux d'endettement élevés pouvant entraîner faillites et saisies des biens hypothéqués.

Les informations disponibles sur la culture financière des consommateurs sont préoccupantes et ce, pour deux raisons : non seulement les particuliers ne connaissent ou ne comprennent généralement pas suffisamment le domaine financier pour naviguer dans les méandres du marché actuel, mais malheureusement, ils croient aussi le plus souvent qu'ils en savent bien plus que ce n'est le cas en réalité.

Les pouvoirs publics s'inquiètent de plus en plus de cette situation à plusieurs titres. D'une part, l'utilisation croissante des cartes de crédit dans les pays de l'OCDE a entraîné une augmentation des faillites personnelles : en 2003, près d'un ménage américain sur dix se déclarait en faillite tandis que le nombre de faillites personnelles en Autriche augmentait de 11 %. Des problèmes analogues apparaissent dans des pays où le crédit se répand : la Corée connaît des hausses importantes de l'endettement des consommateurs, alors qu'on observe en Allemagne un accroissement de l'insolvabilité des ménages due à un accès plus large au crédit.

En outre, pour certains groupes de population dans l'OCDE, la question de la culture financière est bien plus élémentaire et se résume à savoir s'ils possèdent ou non un compte bancaire. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, entre 3 % et 10 % de la population ne disposent pas de compte en banque, et sont donc financièrement isolés dans un monde où les transactions financières – et notamment le versement des prestations sociales – se font de plus en plus par voie électronique. ■

## Comment améliorer l'éducation financière ?

Pour aider les gouvernements à faire face à ces questions, l'OCDE a pris l'initiative d'étudier la culture financière dans ses pays Membres et de proposer des améliorations.

L'Organisation a publié la première grande étude internationale sur l'éducation financière (intitulée *Pour une meilleure éducation financière*) ainsi que les premières lignes directrices au monde concernant les bonnes pratiques en matière d'éducation et de sensibilisation financières. Elles s'adressent à tous les pays, développés et en développement, qui s'intéressent à l'éducation financière, et visent à aider ces pays à concevoir et mettre en œuvre des programmes d'éducation financière efficaces. Ces lignes directrices, qui se présentent sous la forme d'une recommandation non contraignante, reposent sur les pratiques exemplaires des pays de l'OCDE dans ce domaine. Elles encouragent l'implication de toutes les principales parties prenantes dans l'éducation financière : autorités, institutions financières, employeurs, syndicats et associations de consommateurs. La Recommandation présente un certain nombre d'actions visant à améliorer l'éducation financière (voir l'encadré), depuis l'épargne élémentaire et la gestion des dettes des particuliers, jusqu'à l'évaluation de l'adéquation du régime de retraite. Elles font également clairement la distinction entre les informations publiques

### Encadré

#### COMMENT AMÉLIORER LA CULTURE FINANCIÈRE

La Recommandation de l'OCDE sur les principes et les bonnes pratiques relatifs à la sensibilisation et l'éducation financières inclut les conseils suivants aux pouvoirs publics :

- Les pouvoirs publics et toutes les parties prenantes concernées doivent promouvoir une éducation financière apportée de manière non biaisée, équitable et coordonnée.
- L'éducation financière doit commencer à l'école, la population devant être formée aux questions financières à un âge aussi précoce que possible.
- L'éducation financière doit s'inscrire dans les principes de gouvernance des institutions financières, dont la transparence et la responsabilité doivent être encouragées.
- Il convient de faire une distinction claire entre l'éducation financière et les conseils à caractère commercial ; les institutions financières doivent se doter de codes de conduite pour leur personnel.
- Les institutions financières doivent être encouragées à vérifier que les informations fournies à leurs clients sont lues et comprises, en particulier lorsqu'il s'agit d'engagements à long terme ou de services financiers qui peuvent avoir des conséquences financières significatives ; les clauses contractuelles en petits caractères et les documentations obscures doivent être découragées.
- Les programmes d'éducation financière doivent s'attacher en particulier à des aspects importants de la planification de la vie financière, comme l'épargne élémentaire, l'endettement, l'assurance ou les pensions.
- Les programmes doivent tendre vers l'acquisition de capacités en matière financière, cibler le cas échéant des groupes particuliers et être aussi personnalisés que possible.
- Il convient d'encourager la sensibilisation des futurs retraités à la nécessité d'évaluer l'adéquation financière de leurs régimes actuels de pensions public et privé.
- Il convient d'encourager des campagnes nationales, des sites web spécifiques, des services d'information gratuits et des dispositifs d'alerte sur des situations à haut risque pour les consommateurs de produits ou services financiers (notamment les cas de fraude).

fournies par les autorités et les instances chargées de la réglementation et celles fournies par les conseillers en placement du secteur privé tels que les établissements bancaires et les courtiers.

Ces institutions financières ont manifestement un rôle à jouer dans la diffusion de l'éducation financière, mais il doit être mieux défini. Pour faciliter le choix d'un plan d'épargne, l'OCDE préconise entre autres que les établissements financiers fournissent des informations claires et cessent d'ajouter des clauses obscures en petits caractères dans leurs documents.

Reconnaissant l'importance de l'éducation financière, les ministres des Finances du G8 réunis à Saint-Pétersbourg en juin 2006 ont salué les « travaux en cours à l'OCDE sur le projet relatif à l'éducation financière et [ont appelé] à poursuivre l'élaboration de lignes directrices sur la culture financière fondées sur des pratiques exemplaires ». ■

### Évaluer le niveau de culture financière

Les recherches effectuées pour l'étude de l'OCDE sur l'éducation financière indiquent un niveau de culture financière faible dans la plupart des pays, y compris dans les pays développés. Au Japon par exemple, 71 % des adultes interrogés ignoraient tout des placements en actions et obligations, tandis que des enquêtes réalisées aux États-Unis et en Corée constatent l'échec des lycéens à un test conçu pour mesurer leur capacité à choisir et gérer une carte de crédit ou à épargner pour leur retraite.

Peut-être plus préoccupant encore, les consommateurs surestiment souvent leurs connaissances dans ce domaine. Une enquête australienne a montré que 67 % des personnes interrogées déclaraient comprendre le principe des intérêts composés, alors qu'elles n'étaient que 28 % à donner la bonne réponse à un problème fondé sur cette notion. Avant même de chercher à proposer une éducation financière à leurs citoyens, les pouvoirs publics doivent donc les convaincre de sa nécessité.

Le niveau de culture financière varie généralement en fonction des niveaux de formation et de revenu, mais il a été démontré que des consommateurs ayant des qualifications et des revenus élevés pouvaient être tout aussi ignorants des questions financières que des personnes moins bien formées et ayant des revenus plus modestes.

De plus en plus sensibilisés à l'importance de l'éducation financière, les pays multiplient déjà les programmes d'éducation financière, depuis la création de sites internet et la diffusion de brochures et plaquettes d'information jusqu'à l'offre de formations ou le lancement de campagnes médiatiques, sur des thèmes tels que le crédit, l'assurance, les placements et l'épargne retraite.

Toutefois, il n'est pas facile de susciter l'intérêt des consommateurs pour l'éducation financière. Des personnes participant à une enquête canadienne ont estimé que le choix d'un bon placement pour leur plan d'épargne retraite leur paraissait plus stressant qu'une visite chez le dentiste. ■

## L'éducation financière est-elle efficace ?

Il est difficile et coûteux pour les pouvoirs publics de chercher à savoir si l'éducation financière a atteint ses objectifs, par exemple une sensibilisation accrue des consommateurs ou un changement de comportement. Tous les programmes n'ont donc pas été évalués, mais ceux qui l'ont été se sont révélés efficaces.

Des études réalisées aux États-Unis montrent que les salariés participent davantage aux plans de retraite professionnels 401(k) financés par les employeurs et les employés lorsque les employeurs proposent des programmes d'éducation financière, que ce soit sous forme de brochures ou de séminaires. Les conseils en matière d'hypothèque dispensés avant que les particuliers ne choisissent leur emprunt se sont révélés efficaces pour réduire les risques d'impayés sur les prêts immobiliers. Les consommateurs qui assistent à des entretiens de conseil individuels sur leurs finances personnelles présentent un endettement et des taux d'impayés moindres.

Toutefois, si l'éducation financière est importante, elle n'est que l'un des axes d'une politique financière adéquate, permettant d'améliorer la culture financière et l'accès aux services financiers. L'éducation financière peut compléter, mais ne pourra jamais remplacer, d'autres aspects d'une politique financière efficace, tels que la protection des consommateurs et la réglementation des institutions financières. L'éducation financière doit également aller de pair avec un meilleur accès aux marchés et services financiers. L'accès aux services financiers est un problème non négligeable dans de nombreux pays émergents – ainsi que pour des groupes importants dans les pays de l'OCDE, par exemple les minorités ou les consommateurs à faible revenu qui n'ont pas de compte bancaire.

Enfin, il pourrait également être nécessaire de compléter l'éducation financière par d'autres approches pour obtenir un meilleur bien-être financier des consommateurs. Certains experts recommandent par exemple que les salariés, lorsqu'ils remplissent les conditions requises, soient automatiquement inscrits dans des plans de retraite à cotisations définies prévoyant des taux de cotisation prédéterminés et la répartition des placements. ■

## Que faire de plus ?

Les pouvoirs publics sont parfaitement conscients de la nécessité d'améliorer la culture financière, mais les recommandations de l'OCDE ne sont qu'une première étape. Il faudra à l'avenir persuader les consommateurs qu'ils ont besoin d'une éducation financière et leur permettre d'y accéder. Il convient également d'améliorer l'éducation financière à l'école. Les jeunes qui sortent du système scolaire aujourd'hui doivent avoir une bien meilleure connaissance des questions financières que leurs propres parents s'ils veulent gérer correctement leurs finances tout au long de leur vie.

Il convient de mieux définir et de promouvoir le rôle des institutions financières dans la diffusion de l'éducation financière, non seulement auprès de leurs clients, mais aussi de leur propre personnel. Il faut recueillir plus d'informations tant au niveau international que national sur les programmes

et les méthodes efficaces, ainsi que sur les moyens d'encourager l'accès aux services financiers. Il peut être utile pour tout le monde de partager des informations sur des expériences réussies.

Si les pouvoirs publics veulent convaincre les consommateurs de l'utilité de l'éducation financière, il faut en apprendre davantage sur leurs besoins dans ce domaine à différents stades de la vie. La question du mode de prestation de l'éducation financière est également importante : les autorités doivent savoir comment attirer l'attention de personnes occupées par leur travail et leur famille.

À l'évidence, des travaux plus poussés sont nécessaires pour élaborer des méthodes de mesure de l'efficacité des programmes d'éducation financière, et les pouvoirs publics doivent investir du temps et de l'argent dans leur évaluation.

L'OCDE approfondit actuellement ses travaux sur l'éducation financière, en particulier dans le domaine de l'assurance et de l'épargne retraite. L'importance de l'éducation financière, afin de renforcer la sensibilisation et la compréhension des consommateurs sur les questions relatives à l'assurance et notamment sur les avantages d'une couverture d'assurance, sera analysée plus en détail. Des études seront consacrées au rôle de l'éducation financière vis-à-vis des régimes de retraite à prestations comme à cotisations définies et à l'élaboration de principes directeurs adaptés sur l'éducation financière en matière d'épargne retraite. ■

### Pour plus d'informations

Pour obtenir des renseignements complémentaires sur les travaux de l'OCDE dans le domaine de l'éducation financière, veuillez contacter André Laboul, Chef de la Division des affaires financières, Direction des affaires financières et des entreprises ; tél. : +33 1 45 24 91 27, e-mail : [Andre.Laboul@oecd.org](mailto:Andre.Laboul@oecd.org).



## Références

OCDE (2005), **Pour une meilleure éducation financière : enjeux et initiatives**, ISBN 92-64-01256-7 ; 178 pages, 30 €.

OCDE (2005), **Pour une meilleure éducation financière : enjeux et initiatives** (e-book, format pdf), ISBN 92-64-01257-5 ; 178 pages, 21 €.

OCDE (2005), **Recommandation du Conseil sur les principes et les bonnes pratiques relatifs à la sensibilisation et l'éducation financières**, disponible gratuitement sur le site Web de l'OCDE : [www.oecd.org/dataoecd/7/17/35108560.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/7/17/35108560.pdf).

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail :  
[berlin.contact@oecd.org](mailto:berlin.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de Washington  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail :  
[mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet :  
[www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.